

Service environnement - Services vétérinaires
22 Avenue Doyen Louis Weil
38028 Grenoble Cedex 1

Grenoble, le 05/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FAISANDERIE MEYER (GAEC)

28 bis, rue Charles PEGUY
38490 Saint-André-Le-Gaz

Références : DDPP38-2025 02120
Code AIOT : 0053800379

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement FAISANDERIE MEYER (GAEC) implanté 28 bis, rue Charles PEGUY 38490 Saint-André-le-Gaz. L'inspection a été annoncée le 13/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Cette inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2025 sur le stockage en élevage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAISANDERIE MEYER (GAEC)
- 28 bis, rue Charles PEGUY 38490 Saint-André-le-Gaz
- Code AIOT : 0053800379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Faisanderie Meyer existe depuis près de 47 ans et est autorisée à exploiter un élevage de 120 000 équivalents volailles (perdrix et faisans élevés en bâtiment et volière extérieure) sur la commune de Saint André le Gaz. L'élevage est notamment soumis à la directive IED et à la directive dite « nitrates ». Le site dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation n°1988-4892 du 18 novembre 1988 et d'un arrêté préfectoral complémentaire n°2011-151-0067 du 31 mai 2011.

L'effectif animal est réparti sur plusieurs sites, situés sur les communes suivantes :

- Saint André le gaz pour les sites Rivoire, Plantier, Bois Chabaud, Puvin, Crétin et Jerbay
- Pressin pour le site Bertholet
- Saint Clair de la Tour pour le site Risacher et Penon.

L'exploitant élève également des lapins de garenne (non classé) et des bovins allaitants (non classé).

Depuis 2022, le site d'élevage de Tramolé n'existe plus, le propriétaire du foncier ayant souhaité récupérer ses terrains. L'exploitant a le projet de mettre en place des panneaux photovoltaïques sur ses volières. L'exploitant avait déjà mentionné ce projet lors de l'inspection de 2023. Le jour de l'inspection, les panneaux n'ont pas encore été installés. Cette inspection portait également sur les non-conformités constatées lors de l'inspection précédente du 6 mars 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Action Nationale 2025 « Élevages Stockage » ;
- Rappel des non-conformités de l'inspection du 6 mars 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
14	Installations électriques	AP Complémentaire du 31/05/2011, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
15	Consommation en eau du site	AP Complémentaire du 31/05/2011, article 15.1	Demande d'action corrective	immédiat

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des écoulements	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 21	Sans objet
2	Réseau séparé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
3	Installations traitement effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28	Non concerné
4	Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I	Sans objet
5	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Sans objet
6	Tuyauteries et canalisations des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III	Non concerné
7	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Non concerné
8	Stockage des effluents hors zone vulnérable	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-II	Non concerné
9	Stockage des effluents en zone vulnérable	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	Sans objet
10	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-IV	Non concerné
11	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet
13	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien entretenu. Il reste des non-conformités récurrentes auxquelles l'exploitant doit rapidement remédier et concernant :

- le plan d'épandage
- les installations électriques
- la consommation en eau

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des écoulements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 21
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Pour l'élevage de volailles en enclos, en volières et en parcours, toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers. Lorsque la pente du sol est supérieure à 15 % un aménagement de rétention des écoulements potentiels de fientes, par exemple un talus, continu et perpendiculaire à la pente, est mis en place le long de la bordure aval du terrain concerné, sauf si la qualité et l'étendue du terrain herbeux est de nature à prévenir tout écoulement. Lorsque les volailles ont accès à un parcours en plein air, un trottoir en béton ou en tout autre matériau étanche, d'une largeur minimale d'un mètre, est mis en place à la sortie des bâtiments fixes. Les déjections rejetées sur les trottoirs sont raclées et soit dirigées vers la litière, soit stockées puis traitées comme les autres déjections. Les parcours des volailles sont herbeux, arborés, ou cultivés, et maintenus en bon état. Toutes les dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser leur fréquentation sur toute leur surface par les animaux. La rotation des terrains utilisés s'opère en fonction de la nature du sol et de la dégradation du terrain. Un même terrain n'est pas occupé plus de vingt-quatre mois en continu. Les terrains sont remis en état à chaque rotation par une pratique culturale appropriée.
Constats : Conforme : Les volailles sont élevées en bâtiment d'avril à juillet environ (stade poussinière) puis mis en volière d'août à septembre. Les volailles sont élevées en plein air intégral, sans accès à un bâtiment durant toute cette période de plein air. Les parcours herbeux sont bien entretenus. Au moment de la reproduction, les volailles sont mises en cages mais elles restent en plein air intégral. Les déjections sont collectées sous les cages de manière mécanique et ajoutées au fumier des bovins avant d'être épandues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réseau séparé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Constats :
Conforme : Les eaux pluviales sont infiltrées dans le sol du site d'élevage et ne sont pas mélangées aux effluents d'élevage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations traitement effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Le présent article s'applique aux installations comportant une station , ou des équipements, de traitement des effluents d'élevage.....
Constats : <i>Non concerné.</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, » des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, « aux volières, » aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.
Constats : Conforme : Les volailles sont élevées en bâtiment au stade poussinière, avant d'être élevées en plein air intégral. Les bâtiments sont occupés d'avril à juillet. A la sortie des volailles vers les parcours plein-air, les bâtiments sont nettoyés : le fumier paillé est raclé (mélange de fiente et paille) puis les sols et murs sont brûlés à la flamme et désinfectés. Un vide sanitaire de 15 jours minimum est mis en place. Le fumier de volailles est ensuite mélangé à celui des bovins et est stocké sur une dalle béton étanche à proximité de la stabulation. Les aliments sont stockés en silos haut métalliques étanches. Il n'y a pas de silos plein-air sur le site.

<p>Commentaire :</p> <p>Compte-tenu des volumes stockés, l'exploitant doit se positionner au regard de la rubrique 2160 « Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 ».</p> <p>L'exploitant détient une trentaine de silos répartis sur l'ensemble de ses sites d'élevage. Il détient 5 silos à proximité de la fabrique d'aliments (puissance électrique de 36 kw/h – non classée) soit 855 tonnes de volume de stockage. L'exploitant devra préciser les volumes (en m³) détenus sur ce site au regard de cette rubrique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Stockage des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme :</p> <p>Le fumier de l'exploitation est de type paillé compact pour les poussinières et la stabulation (non classé). Le fumier des bâtiments de volailles est raclé 2 fois/an et mélangé à celui des bovins de l'exploitation et des coquilles de l'écloserie. Le fumier est ensuite stocké sur une dalle béton avant d'être épandu, conformément au plan d'épandage du site et à la Directive « Nitrates » (le site est en zone vulnérable nitrates).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Tuyauteries et canalisations des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Non concerné.</i></p>

Les effluents ne transitent pas par des canalisations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Non concerné. Les effluents ne transitent pas via des canalisations mais sont stockés en fumière. Les eaux de nettoyage (utilisées en éclosérie) sont stockées dans une réserve souterraine avant d'être épandues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stockage des effluents hors zone vulnérable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates , la capacité minimale de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments et, le cas échéant, sur une parcelle d'épandage, permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois minimum. Les durées de stockage sont définies par le préfet et tiennent compte des particularités pédo-climatiques. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement peuvent être stockés ou compostés sur une parcelle d'épandage à l'issue d'un stockage de deux mois sous les animaux ou sur une fumière dans des conditions précisées par le préfet et figurant dans l'arrêté d'autorisation. Le stockage du compost et des fumiers respecte les distances prévues à l'article 5 et ne peut être réalisé sur des sols où l'épandage est interdit. La durée de stockage ne dépasse pas dix mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans. Le stockage sur une parcelle d'épandage des fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement peut être effectué dans les mêmes conditions sans stockage préalable de deux mois sous les animaux. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, lorsqu'un élevage de volailles dispose d'un procédé de séchage permettant d'obtenir de façon fiable et régulière des fientes comportant plus de 65 % de matière sèche, le stockage de ces fientes, couvertes par une bâche imperméable à l'eau mais perméable aux gaz, peut être effectué sur une parcelle d'épandage dans des conditions précisées par le préfet et figurant dans l'arrêté d'autorisation de l'élevage.
Constats : Non concerné. Tout le parcellaire du plan d'épandage est en zone vulnérable nitrates.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stockage des effluents en zone vulnérable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III

Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.
Constats : Conforme : Le fumier est un fumier paillé compact non susceptible d'écoulement. Il est stocké au pré dès le mois de février pour être épandu début avril avant le labour des maïs. Les vaches sont au pré d'avril (si les conditions météo sont bonnes) à mi-décembre. Le plan d'épandage date de février 2022. Il n'a pas évolué depuis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-IV
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'effluents par rapport à l'extérieur, afin de contenir au maximum les eaux d'extinction d'un incendie. Ce dispositif est positionné en amont des équipements de stockage ou de traitement. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. La localisation du dispositif de commande figure sur le plan des réseaux. Les dispositions du présent point sont applicables aux installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er novembre 2022. Les dispositions du présent point sont également applicables aux installations faisant l'objet d'une modification substantielle comportant de nouvelles constructions, lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et dont le dépôt du dossier complet intervient à compter du 1er novembre 2022. Pour ces installations, les dispositions sont applicables uniquement aux nouvelles constructions.
Constats : <i>Non concerné.</i> Le site bénéficie d'un arrêté d'autorisation de 1988, postérieur au 1 ^{er} novembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
Constats :

Conforme : Les effluents ne sont pas rejetés vers les eaux souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Rejets directs d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux effluents aboutissant à des produits normés ou homologués. Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit. L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5. Les effluents bruts d'élevage peuvent notamment être traités : <ul style="list-style-type: none"> - dans une station de traitement dans les conditions prévues à l'article 28 ; - par compostage dans les conditions prévues à l'article 29 ; - sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l'article 30 ; - pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA).
Constats : Les effluents produits par l'activité du site ne sont pas normés ou homologués. Ils ne sont pas rejetés dans les eaux superficielles douces ou marines. Non conforme : Le plan d'épandage de l'exploitation ne respecte pas les dispositions de l'article 27-2 d) de l'arrêté ministériel du 27/12/2013 concernant la mise à jour du plan d'épandage : Le fumier produit est épandu selon le plan d'épandage de février 2022. La SAU de l'exploitation est de 254 ha. L'exploitant produit 26 840 tonnes d'azote sur une SAU d'environ 254 ha, soit 105,7 kg d'azote/ha (l'exploitant est en zone vulnérable). En zone vulnérable nitrates, l'exploitant est tenu de fournir un plan de fumure et un cahier d'épandage. Le cahier d'épandage de la campagne 2024 précise une production d'azote totale de 26,839 tonnes d'azote dont 20,505 tonnes pour les volailles et 6,335 tonnes pour les bovins. Le fumier issu de l'élevage de lapin n'est pas pris en compte dans le plan d'épandage hors ce fumier est bien intégré au fumier de bovin et de volailles et épandu. Ce point a déjà été signalé lors de l'inspection de 2023. Selon les dires de l'exploitant, l'atelier « lapins » comporte entre 3200 et 3500 lapereaux sevrés. Cette activité est une activité classée en déclaration au titre des ICPE de la rubrique 2110 (plus de 3000 animaux sevrés) et doit être intégrée au plan d'épandage. Le plan de fumure 2023 est renseigné avec les apports prévisionnels. Par contre, le cahier d'épandage 2024 (en lien avec le cahier de fumure 2023), ne reprend pas les apports organiques et minéraux réalisés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour le plan d'épandage en y intégrant le fumier issu de l'élevage de lapin comme déjà demandé en 2023. Le plan de fumure et le cahier d'épandage doivent être renseignés avec les apports minéraux (interventions phytosanitaires du cahier d'enregistrement de l'exploitant) et organiques prévisionnels et effectivement réalisés.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des émissions et transfert de polluants et déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de "traitement en milieu terrestre" ou d'"injection en profondeur" énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m3/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m3/an ; - les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m3/an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; - la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets en mer et 10 Mth/an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ; - les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation. <p>Constats :</p> <p>Conforme : L'exploitant a initié son compte sur GEREP le 22 février 2023. La déclaration n'avait pas été finalisée cette année là. La déclaration 2024 a été finalisée le 18 mars 2025.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Constats :</p> <p>Non conforme : Le contrôle des installations électriques a été effectué par l'exploitant : les bâtiments « Peguy », « Ferme Rue Alfred de Vigny », Risacher, « Chez Penon » et « Chez Veyret</p>

<p>rue Alfred de Musset », ont été contrôlés le 21 mars 2024.</p> <p>Le rapport de contrôle du bâtiment Peguy n'a soulevé aucune observation.</p> <p>Le rapport de contrôle des autres bâtiments ont soulevé des observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ le bâtiment « Ferme Alfred de Vigny » a fait l'objet de 12 observations dont 10 récurrentes (dont l'absence de coupure générale d'urgence) sur le site ; ▪ le bâtiment Risacher a fait l'objet de 9 observations dont 5 récurrentes ; ▪ le bâtiment « Chez Penon » a fait l'objet de 8 observations, toutes récurrentes. ▪ le bâtiment « Veyret/Musset » a fait l'objet de 9 observations dont 6 récurrentes ; <p>L'exploitant précise que les réparations sont effectuées par un prestataire extérieur. Il a fourni la liste des réparations effectuées par le prestataire. Le contrôle 2025 des installations électriques n'a encore été effectué.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir les rapports de contrôle 2025 des installations électriques du site afin de vérifier que les réparations aient bien été effectuées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 15 : Consommation en eau du site

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2011, article 15.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Relevés de la consommation en eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. Un relevé de la consommation d'eau est réalisé mensuellement et enregistré sur un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site utilise l'eau de 2 forages et du réseau communal. L'eau est utilisée pour l'abreuvement des animaux et le nettoyage des bâtiments d'élevage et de l'écloserie.</p> <p>Les sites dénommés "rue Peguy" et "rue Ferme Vigny" à St André le gaz, utilisent l'eau issue du forage. Il n'y a pas de compteur d'eau sur les 2 forages.</p> <p>Les autres sites disposent de compteurs d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les sites dénommés "Tapon" (3 compteurs sur 3 sites différents), "Musset" (1 compteur), "St Clair" (2 compteurs), "Pressin" (1 compteur) et "Leyrieu" (1 compteur) utilisent l'eau communale. • le compteur de Tramolé et Berlioz ont été signalés fermés lors de la dernière inspection en 2023. <p>Les sites « La Fontaine » et « St Baudile » utilisent l'eau communale pour l'abreuvement des vaches de l'exploitant.</p> <p>Non conforme :</p> <p>La consommation en eau du site n'est pas relevée par l'exploitant sur les compteurs d'eau du réseau AEP. Les relevés des compteurs sont faits par les factures de consommation d'eau. Il y a eu 11 relevés en 2024, entre janvier et novembre 2024. L'exploitant a consommé 3 821 m³ en 2024 et 3 302 m³ d'eau en 2023 (y compris les deux sites d'abreuvement pour les vaches).</p>

<p>L'augmentation de la consommation en eau observée sur les sites Peguy (forage), Tapon 2, Tapon 3, St Clair Penon et St Clair Laye, est liée à des problèmes d'ensablage des 2 forages et augmentant la consommation en eau des autres sites pour compenser.</p> <p>Selon les dires de l'exploitant, la consommation en eau du site est relevée sur les fiches élevage que l'éleveur a mis en place suite à l'inspection de 2023 mais qui n'ont pas pu être montrées à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La consommation en eau du site doit être relevée tous les mois par l'exploitant, a minima sur les compteurs d'eau existants.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : immédiat</p>